

Unité départementale de la Somme
12 Rue du Maître du Monde
80440 GLISY

Glisy, le 18 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



PARC EOLIEN REGIE COMMUNALE

PARC EOLIEN
Moulin à cheval
80500 MONTDIDIER

Références : 2022 – E10124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2022 dans l'établissement PARC EOLIEN REGIE COMMUNALE implanté PARC EOLIEN Moulin à cheval 80500 MONTDIDIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN REGIE COMMUNALE
- PARC EOLIEN Moulin à cheval 80500 MONTDIDIER
- Code AIOT dans GUN : 0005107376
- Régime : Autorisation

Le parc est composé de 4 éoliennes de type VESTAS V90 d'une hauteur totale de 125 m et d'une puissance unitaire de 2 MW raccordées à un poste de livraison.

Les installations sont autorisées par le certificat d'antériorité du 26 juin 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter,
- Garanties financières,
- Entretien,
- Exploitation,
- Risques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription
Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 26/06/2012, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions suivantes n'étant pas respectées, un arrêté préfectoral de mise en demeure de les respecter est proposé à madame la Préfète de la Somme :

- L'exploitant doit tenir à jour un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
- Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; »
- Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Autre du 26/06/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Extrait KBIS
Prescription contrôlée : Certificat d'antériorité du 26/06/12 : donner acte à la Régie Communale de Montdidier
Constats : L'exploitant a transmis un relevé SIRENE de sa société daté du 01/07/2022. La dénomination de l'entreprise ainsi que l'adresse du siège social sont identiques à celles figurant sur le certificat d'antériorité susvisé. L'exploitant indique que la Régie est un Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) et non une entreprise. Il ne peut pas fournir de KBIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a fourni un tableau de budget approvisionnement de démantèlement (434 375€ sont provisionnés sur le compte) L'exploitant indique que si la régie venait à être mise en difficulté, c'est la mairie qui est caution pour l'ensemble des activités. Un document officiel de Balance Réglementaire des comptes du Grand Livre (Trésor Public) arrêtée à la date du 31/12/2021 est présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a transmis un suivi environnemental établi par la société AIRELE en mai 2015 (dossier n° 11020072 –V3). Ce rapport conclut à : <ul style="list-style-type: none">• il est important de noter que le cortège d'oiseaux locaux évolue sur le site avec, pour la plupart du temps, une grande indifférence aux éoliennes, sinon un évitement largement anticipée plutôt qu'un changement brusque de direction.• concernant les chiroptères, la diversité spécifique reste relativement bonne et l'attractivité des zones de chasse et de déplacement situées autour du site reste intéressante et pas ou peu altérée par la présence du parc éolien. La connectivité semble donc maintenue dans les corridors de chasse.
Observations : L'ensemble des suivi environnementaux doivent être déposé dans la base de données biodiversité disponible à l'adresse suivante : https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Manuel d'entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant dispose dans chaque éolienne d'un « log book » sur lequel est indiqué la date, la nature de l'opération effectuée. Le manuel d'entretien et le registre de consignations des opérations de maintenance ou d'entretien (log book) ont été fournis à l'inspection des installations classées. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le moindre rapport d'intervention (défaillance, opérations préventives, opérations correctives..) postérieur à l'année 2019. L'exploitant précise que les "log book" des 4 éoliennes ont été récupérés difficilement pour la visite d'inspection. La régie sous-traite l'exploitation à la société GLOBAL WIND POWER, qui elle-même sous-traite l'entretien à la société VESTAS, constructeur du parc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les aérogénérateurs E1 et E ainsi que le poste de livraison étaient fermés à clés et disposaient d'affichage indiquant l'interdiction d'accès à toute personne étrangère.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Au cours de la visite d'inspection du 04/07/2022, il a été constaté la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès de l'éolienne E4 et sur le poste de livraison indiquant : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;• la mise en garde face au risque de chute de glace. <p>Cependant, les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale n'y sont pas inscrites.</p> <p>De plus, le panneau d'affichage à l'entrée du chemin d'accès de l'éolienne E1 n'était pas présent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur du pied des éoliennes E1 et E4 est propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Des extincteurs sont présents au pied des éoliennes E1 et E4. La date de leur dernière vérification est le 04/2021. La visite de vérification pour la période 04/2022 à 04/2023 n'a pas été réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription